SAINT-SIMON-DE-BORDES. La crise agricole au quotidien

Éleveurs laitiers : de mal en pis

Cadences infernales, prix du lait qui dégringole, l'avenir de l'exploitation laitière de la Gudelette à Saint-Simon-de-Bordes ne tient qu'à un fil.

Sébastien Girardel
s.girardel@hautesaintonge.fr

Il est 5h30, dehors, l'herbe blanchie par le givre a cessé d'onduler. Pas un nuage ne vient obstruer le ciel du petit village de Saint-Simon-de-Bordes. Seule une petite lumière jaune éclaire l'entrée de l'Earl de la Gudelette (117 ha). Michel, le patriarche, est déjà en alerte. Assis à la table de la cuisine, les yeux dans le vague, il avale en quelques gorgées un café serré. Trois tartines beurrées, prêtes à être dévorées, resteront à quai. L'heure tourne. Son fils Matthieu débarque. La barbe épaissie par la nuit, les yeux légèrement pochés. Le jeune homme vient de quitter sa petite famille encore endormie, à Fontaines d'Ozillac. Les deux hommes échangent quelques instructions. C'est le coup d'envoi d'une journée de forçat. D'un pas lourd, marqueur d'un état de fatigue avancé, Michel prend le volant d'un petit tracteur. La machine prélève en un gros quart d'heure la paille et le purin des enclos. La litière du cheptel est remise à neuf. « On s'astreint à curer les enclos tous les jours. On gagne du temps comme ça. Si on tarde, la paille s'amalgame, c'est plus dur à nettoyer. Et puis, on a plus de chances de se préserver de certaines maladies. »

Le fumier est stocké dans un coin de l'exploitation agricole. Il va servir d'engrais aux champs et aux cultures qui entourent la ferme. Pendant ce temps, Matthieu charge une remorque de nourriture pour les bêtes, un mélange de maïs, de foin, de luzerne, de paille, de soja, de colza et de minéraux. Un panneau affiche le poids en lettres lumineuses rouges comme lors de la pesée pour un grand combat de boxe. Six tonnes en portion égale sont à distribuer au plus vite. Les quatre estomacs des 200 Prim'holstein crient famine. Il est presque 7h, il est temps de passer à la traite. Tandis que Matthieu s'affaire aux quatre coins de la ferme, Michel guide ses 118 « reproductrices laitières » avec un bâton. Un de ces quadrupèdes blanc et noir d'une demi-tonne jouent les demoiselles récalcitrantes et refuse de pénétrer dans le couloir étroit qui mène à la « zone de pompage ». Le quinquagenaire hausse la voix : « Allez cocotte, rentre là-dedans ! » La bête s'exécute, collée au sabot par la chienne de Michel.

Les bovins s'engagent dans le corridor en rangs serrés. C'est le moment le plus éprouvant de la journée. L'éleveur les fait avancer par tranche de quatorze. Le groupe se scinde en deux de chaque côté de la machine à traire. L'agriculteur applique les manchons aux mamelles des bêtes.

Travail à perte, rallonge des banques

Le pompage s'interrompt dès que l'animal n'a plus de lait grâce un système d'aimants. Comme un automate, Michel lustre à l'aide de lavettes tous les pis de ses « productrices » avant et après l'opération Avec son fils, ils répéteront ce geste, indispensable afin de préserver les pis des affections cutanées deux mille fois dans la journée ! Une cadence de travail à la chaîne. Et à la différence des ouvriers de chez Renault, les coups de sabots ne sont pas rares, sans parler des déjections animales qui pleuvent parfois sur les combinaisons. Matthieu lâche dépité : « On se bat pas avec les mêmes armes que nos voisins européens. En Espagne ou Allemagne, le coût de la main-d'œuvre est beaucoup plus bas que chez nous ! On aurait vraiment besoin d'embaucher quelqu'un vu la somme de boulot qu'il y a ! »

Son père ne renchérit pas, tout focalisé qu'il est à guetter les vaches sous traitement antibiotique ou aux pis abîmés « La réglementation nous oblige à ne pas traire les vaches encore cinq jours après l'arrêt de la cure d'antibio. »

La traite terminée, pas de répit. Avec une brouette, Michel distribue des tourteaux de lin aux « productrices » les plus efficaces. « 60 jours après le vêlage, la vache est au maximum de son rendement. Elle a besoin d'un complément énergétique. Cela contribue à améliorer la qualité de notre lait. La matière utile d'un bon produit, c'est en moyenne 7 pour 1000 ; nous on frôle les 8 pour 1 000. »

Et tout ça, pour rien, voire moins que rien ! « Chaque mois, on perd entre 3000 et 4000 euros. Cela fait un an et demi que ça dure. Les banques nous aident en étalant nos remboursements d'emprunts et j'injecte mes économies personnelles afin de faire tourner la ferme. Franchement, après la fin d'année,

Michel et Matthieu Champeau travaillent toute la journée dans un rythme d'enfer entre la production laitière, les démarches administratives et l'exploitation de leurs cultures. La crise est telle qu'ils perdent malgré tout entre 3000 et 4000 euros par mois depuis un an et demi.

je n'ai aucune certitude sur l'avenir de l'exploitation. » La raison : la dégringolade du prix du lait. « Elle a débuté en octobre 2014 avec l'embargo sur la Russie et la rupture des échanges commerciaux. Les Russes se sont ensuite approvisionnés autre part que sur le marché européen. »

Les grandes marques françaises ont fait un geste, elles maintiennent un niveau au-dessus du prix du marché mondial, environ 340 euros la tonne. Mais Savencia Fromage & Dairy, ancien Bongrain SA, unique client de l'Earl ne paye que 30 % du million de litres de lait produit par an à la ferme à ce prix « français » le reste se facture aux prix « européen » et « mondial », beaucoup plus bas. À l'arrivée, l'exploitation touche environ 315 euros la tonne de lait. Trop peu pour imaginer survivre à long terme. D'autant que la crise n'est pas simplement conjoncturelle. « L'augmentation de l'offre mondiale est de 2 % par an, la demande que de 1 à 1,5 %. Cela n'augure rien de bon », pronostique Michel.

En 2009, quand Matthieu s'est associé à son père, la superficie de la ferme et le cheptel ont été doublés. Et pourtant les revenus ont stagné… Les cadences de travail, malgré le progrès technique, se sont accélérées. « Ma femme ne m'a jamais vu autant bosser », souffle Michel. À 55 ans, il lui faut attendre 2020 pour qu'il puisse faire valoir ses droits à la retraite. La suite, Matthieu l'imagine autrement. Il semble déjà avoir fait une croix sur la production laitière. « Quand j'ai fait mon étude de marché, on me disait de tabler sur un prix du lait à la tonne aux alentours de 375 euros. Dans mes projections, je misais plutôt sur un prix à 350 euros. Aujourd'hui on est très loin du compte ! On bosse comme des fous sans tirer profit de notre travail. Je pense que je vais abandonner l'élevage laitier et tout miser sur les céréales. Il y a moins de boulot et surtout l'horizon est plus dégagé. »

Les « mégafermes » : une solution d'avenir ?

La concurrence ultramondialisée sur le marché du lait et le ralentissement de la demande globale obligent les exploitants à repenser les dimensions de leur cheptel. La logique est d'augmenter la taille d'exploitation afin de maintenir un niveau de revenus stable malgré une marge qui ne fait que rétrécir. Cela fait rêver Matthieu Champeau : « J'ai fait un stage au Canada avant de m'installer avec mon père, au niveau des échelles cela n'a rien à voir, les installations son impressionnantes.

Et puis, niveau contraintes environnementales, cela n'a strictement rien à voir avec la France », Pour eux, une ferme de 200 vaches, c'est peanuts ! » La concurrence se développe même en Asie alors que les Asiatiques sont en grande majorité intolérants au lactose.

« En Chine, ils commencent à s'y mettre, les fermes ont au minimum des troupeaux de 2000 vaches », confirme le jeune agriculteur. Michel, son père, ne croit pas vraiment à ce que ce genre de « mégafermes » puisse s'établir en France : « Moi, je ne suis pas contre l'exploitation des très gros cheptels si cela passe dans un cadre réglementaire strict. Mais la population est très rétive à ce genre d'idées. Il suffit de voir tous les ennuis juridiques qu'a la ferme des mille vaches dans le Nord de la France ». Considérée par certains, notamment par la confédération paysanne, comme une usine à vaches, l'exploitant de cette ferme était en conflit depuis plusieurs mois à la préfecture de la Somme. Le tribunal administratif d'Amiens a ordonné la suspension des arrêtés préfectoraux pris à l'encontre de la ferme des mille vaches, située à Drucat, en Picardie, pour dépassement de cheptel.

La ferme des mille vaches en Picardie.

La viande ne nourrit plus son homme

La vente de vaches en fin de cycle de production ne permet plus aux éleveurs laitiers d'amortir les pertes d'exploitation.

Non seulement, ces dernières années le prix du lait n'a jamais été aussi bas, mais en plus le prix du kilo de viande suit la même courbe. « Avant, mon grand-père disait en vendant une vache, je peux m'acheter 15 bonnes paires de bottes. Aujourd'hui, si je reprends sa formule, à l'heure actuelle, je m'en achète une bonne paire et encore, j'aurai peut-être les bouts des pieds trempés », balance d'un ton ironique Michel Champeau. En vendant des vaches de réforme, c'est-à-dire des Prim'holstein qui ne produisent plus ou pas assez de lait, L'Earl pouvait quelque peu combler les trous de trésorerie, lorsque du matériel était à réparer en urgence. Au maximum, la vente d'une vache ne va rapporter que 800 à 900 euros et les délais de paiement se sont considérablement allongés. Un veau part à l'abattoir pour à peine 70 euros, un croisé (mélange de race à viande et de Prim'holstein) pour 200 euros. En fin d'année, un tracteur de la Gudelette sera bon pour la casse. 10 000 euros seront nécessaires pour le remplacer. Impossible de compter sur la vente de viande pour financer la transaction, cela mettrait en péril tout l'édifice de production. Les subventions de la PAC (politique agricole commune) ne sont plus la solution miracle pour s'en sortir. Elles ne représentent que 8 % du chiffre d'affaires contre 15 à l'orée des années 2000. Ni la vente de céréales qui ne représente qu'une petite dizaine de pourcentage des revenus de la ferme.

Agriculteur : métier à risque

Certains agriculteurs ont développé des pathologies importantes à cause de l'utilisation de certains pesticides.

« Le pulvérisateur de produits chimiques, il n'y a que moi qui y touche. Cela fait des dizaines d'années que je fais ça. J'ai jamais eu de problèmes. Mis à part des petites migraines, mais ça s'est vite estompé. Mais je préfère que mon fils ne l'utilise pas on ne sait jamais. Je pense que les produits utilisés sont moins nocifs que dans l'ancien temps et leur utilisation est beaucoup mieux ajustée aux besoins.

Avant, on balançait le produit sans trop se poser de questions », raconte Michel Champeau. Cependant, le développement de maladies neurodégénératives lié à l'emploi de certains produits chimiques utilisés par les agriculteurs est aujourd'hui établi. En 2012, est entré en vigueur un décret qui reconnaît la maladie de Parkinson comme maladie professionnelle et formalise explicitement un lien de causalité entre cette pathologie, seconde maladie neurodégénérative en France après Alzheimer, et l'usage des pesticides.

Au quotidien, les agriculteurs connaissent des problèmes moins graves assez chroniques, douleurs articulaires, tendinites au coude et à l'épaule mais pas question de se mettre en arrêt. Le service de remplacement de la MSA (mutuelle de santé agricole) très sollicité a du mal selon Michel Champeau à fournir du personnel en temps et en heures. « J'ai un collègue qui a fait un petit AVC (accident vasculaire cérébral), il a été arrêté 20 jours. C'est au bout seulement de 10 jours qu'on lui trouvait quelqu'un.

En revanche, quand l'arrêt est prévu longtemps à l'avance pour le congé paternité de mon fils Matthieu, il n'y a pas de problème. »